

CONFERENCE DE PRESSE

Bangui le 22 mai 2014

Propos liminaire du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République Centrafricaine et chef de la MINUSCA, le Général Babacar Gaye



Le Général Babacar Gaye :

Bara alakoue (bonjour à tous) !

Je voudrais, en exergue de mon propos liminaire, commencer par rappeler l'attachement des Nations Unies à la Liberté de la presse et à cet égard je commence par condamner toutes les attaques qui ont visé les journalistes nationaux comme internationaux.

Je salue la mémoire de ceux ou de celles qui ont été les victimes de ces attaques. C'est d'ailleurs le lieu de réitérer l'engagement des Nations Unies dans la lutte contre l'impunité.

Nous pensons que les populations centrafricaines ont un droit fondamental à la justice. C'est à la préservation et à la promotion de ce droit que concourt la nomination d'une Experte indépendante –que vous connaissez- la mise sur pied d'une commission internationale d'enquête et l'adoption d'un régime de sanctions.

Tous ces mécanismes étant, par ailleurs, déjà à l'œuvre. Cela doit être, pour tous ceux qui souffrent, un réconfort que d'avoir l'assurance que la justice passera.

Cette justice doit accompagner la mise en œuvre de la stratégie de réconciliation que le gouvernement a présentée hier à la communauté internationale.

Les Nations Unies apporteront à la mise en œuvre de cette stratégie de réconciliation un soutien attentif dans le cadre qui a été fixé par la résolution 2149 à savoir, je cite : « *le ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République Centrafricaine* », fin de citation.

Aujourd'hui, alors que l'insécurité a diminué à Bangui, mais surtout qu'elle a changé de nature, il y a hors de la capitale des dynamiques locales qui sont malheureusement à l'origine d'exactions graves contre les populations.

Je voudrais d'abord, à cet égard, saluer les efforts de la MISCA et de la Sangari, mais aussi et surtout, saluer les efforts de tous ceux qui depuis le sommet de l'Etat, jusqu'aux plus petites initiatives, ont prouvé ces derniers temps qu'à Bangui, chrétiens et non chrétiens, musulmans et non musulmans pouvaient harmonieusement vivre ensemble.

Ce sont ces initiatives locales, ce petit rien qui, demain, va ramener la norme dans ce pays.

Ces progrès ne doivent pas nous faire oublier les situations graves qui persistent à Boda et également les suites du congrès des ex-Séléka à Ndélé.

Je réitère ici l'appel que j'ai déjà lancé au nom du Secrétaire général des Nations Unies. Il faut que les anti-balaka rentrent dans la légalité, à savoir, il faut qu'ils déposent leurs armes et il faut qu'ils se tiennent prêts à retourner, pour ceux qui ne sont pas originaires de Bangui, dans leurs communautés d'origine.

Nous sommes prêts, le système des Nations Unies, à les y aider. Je réitère également mon appel aux ex-Séléka à se tenir prêts à entrer dans le DDR en respectant à cet égard les mesures de confiance et en s'engageant immédiatement à respecter l'autorité de l'Etat.

Après ses 100 premiers jours, le gouvernement est entrain, avec beaucoup de courages, de faire un bilan d'étape et de relancer son action. C'est le lieu de rappeler que le soutien de la communauté internationale que nous nous efforçons ici de mobiliser sera vain s'il n'y a pas une volonté de tous les protagonistes de la crise centrafricaine d'assurer, par un comportement républicain et responsable, une stabilité durable de ce pays.

Je me tiens à votre disposition pour les questions.